

## ART DE BATIR ET DÉVELOPPEMENT : UN CERCLE VERTUEUX

### *Deux exemples de restauration de monuments en terre crue au Mali*

#### **Gauthier Bicheron**

Architecte du patrimoine, Paris, France  
 bicheron.gautier@free.fr

**Résumé.** L'exposé propose un regard sur les enjeux et les opportunités de projets de développement à vocation patrimoniale en Afrique de l'Ouest et en particulier au Mali. L'aide au développement y est présente et extrêmement active dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture. Si peu de coopérations nationales, ou d'organisations non gouvernementales, orientent leurs activités spécifiquement sur le patrimoine, elles sont nombreuses à intervenir sur le cadre de vie, le cadre bâti ou l'artisanat. L'exposé s'appuiera notamment sur l'expérience des travaux de restauration des mosquées de Tombouctou et de Djenné

Dans un contexte de forte expansion démographique, de modernisation de l'habitat et d'ouverture soudaine à la société technologique, les valeurs et les repères traditionnels se confrontent aux valeurs urbaines et technologiques. La société malienne composée d'une forte diversité ethnique, culturelle et linguistique oscille entre modernité et culture traditionnelle. Les liens familiaux, claniques et ethniques restent la trame identitaire et le vecteur de la tradition. Cette culture est cependant à dominante immatérielle et ne garantit pas la pérennité du patrimoine matériel et notamment de l'architecture.

L'extrême contraste de développement entre les villes et les campagnes multiplie les problématiques et les enjeux. Dans le cas des villes dynamiques et proliférantes, le développement tend à renouveler le cadre bâti et à gommer les tissus anciens. Dans le cas de villages isolés, le non développement a conservé le bâti ancien, pourtant le développement y est indispensable, il interviendra et entraînera des mutations profondes du cadre de vie.

C'est le devenir des villes et villages d'architecture traditionnelle qui est ici en jeu.

Comment patrimoine et développement peuvent-ils devenir complémentaires et réciproques, comment orchestrer la symbiose? Quels sont les exemples et les opportunités de projet de développement à vocation patrimoniale?

Dans cette réflexion, la compréhension du contexte et l'intégration de toutes les composantes du territoire est une nécessité absolue. Toutes données sociales, politiques, ethnique, économiques ... sont susceptibles d'améliorer la pertinence et l'efficacité du projet.

En premier lieu, l'exposé présentera le contexte malien et les enjeux des régions nord en termes de développement et de patrimoine matériel.

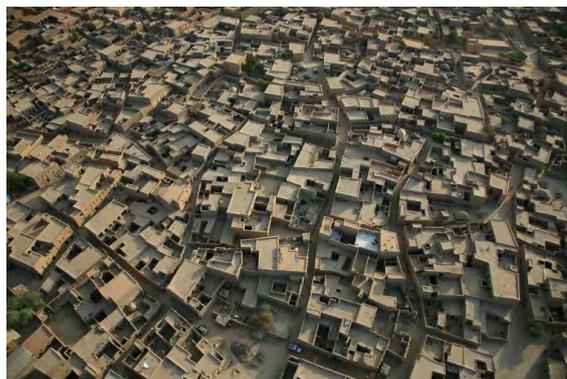
Après avoir caractérisé les mutations du bâti et les implications de l'art de bâtir dans cette mutation, nous verrons comment deux exemples ont mis en œuvre le retour à l'art de bâtir et quelles en sont les conséquences sur le développement.

Nous concluons en présentant quelques enjeux et opportunités de projets de développement à vocation patrimoniale dans la bande sahéenne.

Figure 1. Tombouctou. Mosquée de Sankoré. Enduit traditionnel annuel.



Figure 2. Tombouctou. Vue d'oiseau sur la vieille ville



### Le contexte politique et l'aide au développement

Les contours actuels du territoire du Mali sont issus de la période coloniale. Le Mali est, de fait, une jeune république réunissant des coutumes, des histoires, des langues (treize langues nationales), des rites et des peuples différents, mais cohabitant sans heurts. La riche histoire des empires du Ghana, du Mali, Songhay et Toucouleur est une histoire partagée qui forge une nation contrastée.

L'indice de développement humain défini par le PNUD est en progression, mais classe le Mali dans les dernières positions. Contrairement à ces voisins, le Mali possède peu de ressources naturelles permettant de soutenir son développement économique.

Le fleuve Niger marque la limite géographique entre les régions humides et le Sahel. Les zones sahéniennes concentrent d'importants enjeux de développement pour le Mali. C'est le lieu de la lutte contre la désertification, une région à fort potentiel agricole où l'ancienne puissance coloniale puis, plus récemment, la Lybie avaient massivement investi.

La bande sahénienne est également une zone stratégique pour la sécurité de l'état et le contrôle des trafics internationaux (Le Monde, 2 janvier 2011). Jusqu'à récemment, la rébellion touareg d'AgBahanga menaçait la stabilité des régions Nord en menant des incursions et des attaques contre des casernes plus au Sud ([www.jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com)). C'est désormais la présence d'AQMI et les prises répétées d'otages qui ont obligé les ambassades européennes à déconseiller la zone ([diplomatie.gouv.fr](http://diplomatie.gouv.fr)).

Les conséquences sont doublement dramatiques puisque le tourisme s'effondre et les ONG désertent la région (le monde, 14 mai 2011). La maîtrise des immenses territoires sahariens est devenue la condition du retour de l'aide au développement et du tourisme. Dans ce sens le Mali a intégré le nouveau commandement commun basé à Tamanrasset (Algérie, Mauritanie, Niger, Mali) et accepte des opérations sur son sol (le monde, 26 octobre 2011). L'annonce récente (13 octobre 2011) de la reprise des vols hebdomadaires Paris-Mopti (Compagnie Point Afrique) sonne comme un signe de détente pour les acteurs du tourisme.

Dans la stratégie 2008-2013, le Fond Européen de Développement insiste sur la nécessité de «contribuer au développement économique des régions du Nord et du delta du Niger comme un facteur important de stabilité et de paix dans la sous-région et à la création d'emplois et de revenus susceptibles d'absorber la main-d'œuvre des jeunes générations» (FED, 2008).

L'aide publique au développement (PAD) perçue

annuellement par le Mali s'élève à près de 1 milliard US\$, la Banque mondiale, l'Europe et la France étant les trois plus gros bailleurs. Le poids de l'aide est considérable en comparaison du PIB (14.5 Milliard \$ en 2008) ou des budgets de l'état (2.5 milliards US\$ en 2010) (CIA - the-world-factbook). La répartition géographique de l'aide est inégale, majoritairement rayonnante à partir des préfectures.

La répartition de l'aide par secteurs d'activité va dans le sens des objectifs du millénaire défini en 2000 par les Nations Unies (UN, 2000), les dominantes au Mali sont : l'éducation, la santé, les infrastructures et la production ([www.oecd.org](http://www.oecd.org)).

Si les projets d'aide au développement n'ont pas pour vocation première la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine, ils y participent par voie de conséquence. Ignorer cet état de fait revient à mettre en danger le patrimoine.

En premier lieu, le développement ou l'augmentation des richesses disponibles pour l'entretien du bâti est susceptible de modifier les pratiques artisanales locales.

D'autre part, toutes les interventions liées au bâti et notamment la lutte contre la pauvreté, l'insalubrité, l'adduction d'eau, l'assainissement ... concerne le bâti et l'urbain.

Enfin, la construction d'équipements influe à de nombreux égards sur le patrimoine par le choix des techniques, l'implantation, l'utilisation ou non des ressources et matériaux locaux...

La prise en compte du patrimoine et sa mise en valeur peuvent devenir un angle d'attaque de l'aide au développement. L'interaction équilibrée entre le territoire, ses usages, ses habitants et leur habitat devenant un objectif.

L'aide au développement peut intervenir à deux niveaux dans les politiques de sauvegarde et de mise en valeur. Premièrement, les ONG et Coopérations actives sur le terrain doivent intégrer l'enjeu patrimonial à leur démarche. Deuxièmement, des projets spécifiquement orientés vers le patrimoine doivent se multiplier.

Quels sont alors les enjeux du patrimoine malien ? Quel en est la nature du patrimoine bâti, urbain et naturel ? Quels en sont les acteurs ?

### L'enjeu patrimonial

L'état malien est signataire de la convention de l'Unesco et son implication dans la mise en œuvre de politiques culturelles lui vaut d'être cité comme référence en Afrique ; par exemple, dans le guide «Patrimoine culturel et développement local» édité

par l'Unesco à l'attention des collectivités locales en Afrique (CRATER, UNESCO, 2006). Sur le terrain le constat est mitigé, mais il s'améliore.

Le patrimoine malien est le moteur du tourisme depuis plusieurs décennies. Facteur majeur de développement, il butte néanmoins sur quelques écueils. Le tourisme au Mali est extrêmement localisé, il concerne peu Tombouctou, un unique quartier de Djenné et une partie du pays Dogon, soit une infime fraction du territoire malien. Le tourisme n'est donc pas à l'heure actuelle un outil de sauvegarde du patrimoine, d'autant plus que dans les sites très visités le revenu du tourisme ne va pas à l'entretien des sites. Les mosquées de Djenné et Tombouctou en témoignent.

Sur la liste du patrimoine mondial (UNESCO) sont inscrits : le Tombeau des Askia (Gao), Ville ancienne de Djenné, Tombouctou et Falaise de Bandiagara (pays dogon). Neuf biens sont d'autre part soumis à la liste indicative.

Les travaux actuels du ministère de la culture développent la connaissance du patrimoine en procédant à un inventaire détaillé. L'ampleur de la tâche, les difficultés d'accès aux zones reculées et la faiblesse des moyens n'ont pas encore permis de finaliser cet

inventaire (<http://www.maliculture.net>).

Entre 2001 et 2003 le photographe Sebastien Schutyser (Schütyser, 2003) a réalisé pour la fondation Aga Khan un inventaire photographique de près de 300 Mosquées dans le Delta intérieur du Niger.

Le patrimoine bâti traditionnel est important en nombre et très fragile. Mis à part les régions de construction en pierre sèche, l'architecture de terre est majoritaire, elle est par nature soluble et non pérenne. Les villages ruraux et les villes de petites dimensions possèdent de très nombreux exemples d'habitats ou de mosquées remarquables.

La pertinence et la faisabilité de la sauvegarde de ces architectures se posent. Les mosquées comme l'habitat sont des architectures en mouvement. Les enduits successifs modifient les contours du monument, les merveilleuses formes de la mosquée de Nando en sont la démonstration. En cela, le patrimoine immatériel, c'est à dire le savoir faire des maçons, compte autant que la matérialité du support. L'un et l'autre fonctionnent simultanément. L'architecture doit être sauvegardée si elle est menacée en tant que matière ou en tant que support du patrimoine immatériel.

Dans les villages, l'application d'un enduit ciment sur la façade la plus exposée est courante, dans certains cas la façade est doublée d'une épaisseur de brique de terre cuite hourdée au ciment (pratique également courante sur les maisons traditionnelles de Djenné). Dans les villages, les anciens justifient cette pratique par la difficulté à fédérer les jeunes générations autour de l'événement du crépissage. L'exode rural et le manque d'adhésion des jeunes générations sont tenus pour responsables. Ainsi s'affaiblit le cycle de transmission.

L'extrême fragilité des constructions en terre les rendent immédiatement victimes ou bénéficiaires des changements sociétaux. Si une maison granit peut rester vingt ans sans entretien, la maison en terre aura simplement disparue, dans le même laps de temps. C'est donc principalement le rapport au temps qui change. Les problématiques de savoir faire, d'évolution et d'importations de techniques et de matériaux sont comparables aux problématiques connues ailleurs.

### Evolution du cadre de vie, mutations de l'art de bâtir

Dans l'habitat, les équipements et les infrastructures, l'introduction du ciment et de l'acier répond à deux problématiques récurrentes que sont l'augmentation des portées et la suppression de la corvée annuelle du crépissage d'argile. Dans l'habitat, la modernisation



Figure 3. Mopti, Mosquée : La reconnaissance du patrimoine malien en fait un sujet régulier de documentaires télévisés.



Figure 4. Djenné. La maison du chef de Village illustre de nombreux articles. A l'instar de la ville, le bon état de la façade contraste avec un bâtiment en mauvais état sanitaire.

et l'évolution des usages multiplient les occasions de transformation ou de renouvellement du bâti.

L'augmentation constante de l'importation de ciment et d'acier illustre bien la mutation en cours (OECD, 2011).

Dans les villages, pour l'habitat, l'utilisation du ciment est rare car trop onéreuse. L'utilisation du ciment reste le signe d'un niveau social élevé. Les communautés et les administrations sont, elles, en mesure d'assumer le surcoût (facteur de 10).

La question de l'adéquation entre la typologie, l'usage et les matériaux doit se poser sans considérer au préalable la terre comme le matériau du pauvre et sans écarter les problèmes thermiques posés par le ciment. Si l'utilisation du béton armé est évidente pour des infrastructures ou des équipements médicaux, elle l'est moins pour des bâtiments communautaires, des écoles ou des mosquées.

La construction en béton armé impose le respect de règles de construction et des géométries propres à ses caractéristiques mécaniques. Or, la reproduction à l'identique des formes et typologies de l'architecture en terre est un non sens fréquemment observé.

Le non respect des réglementations techniques et l'absence de formation des maçons traditionnels à la construction en béton armé, aboutit à des situations inquiétantes, voire dangereuses (maliweb, 2008).

Un bâtiment bien construit en terre sera préférable et moins coûteux, qu'un bâtiment au rabais en béton armé.

Des alternatives sont identifiées, la voûte nubienne (lavoutenubienne.org, 2011) et la Briques de Terre Comprimées (BTC, dosées de 6 %12% de ciment) sont soutenables mais restent sous exploitées.



Figure 5. Mosquée traditionnelle et extension moderne, cercle de Niafouké.

Individuellement pour l'habitat ou collectivement pour les mosquées ou les écoles, l'utilisation de ciment et de béton armé intervient dès que les ressources le permettent.

Jusque dans les villages les plus isolés, l'enduit de ciment se substitue aux annuels crépissages d'argile pourri qui, au-delà de leur pertinence technique, assurait une fonction sociétale d'apprentissage et de transmission, constituait un vecteur d'appropriation de l'habitat et du monument.

Le béton armé a permis depuis cinquante ans de multiplier les équipements et les infrastructures nécessaires au développement de l'éducation et de l'accès aux soins. La question de son utilisation et de sa pertinence se pose pour le patrimoine urbain et architectural traditionnel.

La conséquence économique de l'utilisation du ciment est schématiquement la même à petite ou grande échelle: la main d'œuvre locale est remplacée par un matériau importé. Au lieu de payer une main d'œuvre pour produire et entretenir annuellement un bâtiment, une somme, équivalente à terme, est immédiatement engagé dans l'achat de matériaux importés. Cette somme est une perte sèche pour l'économie locale, elle ne profite qu'aux transporteurs et commerçants.

A l'échelle du Mali, le schéma reste valable et aggrave le déficit commercial (diplomatie.gouv.fr, 2011). Les besoins annuels en ciment sont évalués à un million de tonnes en 2006 (OECD, 2006). Les conséquences sur l'artisanat sont négatives dans la plupart des cas. Les techniques du béton armé et de l'enduit ciment sont en concurrence avec les techniques traditionnelles qui s'appauvrissent par le simple manque de pratique.

La seule connaissance de l'existence de la solution ciment peut participer à l'appauvrissement de techniques de la terre. Mais l'appauvrissement des connaissances et des compétences des techniques de terre s'explique surtout par le manque de ressources. Dans les deux exemples ci-dessous présentés (villes de Tombouctou et Djenné), l'appauvrissement a été clairement identifié : suppression d'adjuvant coûteux et réduction du temps de mise en œuvre.

Pour le cas des mosquées, les ressources affectées sont conjointement liées à l'engagement, à l'attachement de la communauté envers son monument et aux ressources effectivement disponibles. Si l'engagement de la communauté est difficilement mesurable, ses ressources ont généralement décrués dans les dernières décennies, entraînant une baisse des sommes affectées et une baisse de la qualité de leur

entretien.

Les deux exemples ci-dessous illustrent le processus et les implications du retour à l'art de bâtir.

### Les exemples de Tombouctou et Djenné

Les architectures des Mosquées de Tombouctou et Djenné se distinguent l'une de l'autre par leurs volumes, leurs histoires, leurs techniques. Chacune incarne une typologie déclinée tout le long du delta intérieur du Niger et dans la



Figure 6. Tombouctou. Abandon d'une maison en terre et installation d'un container

bande sahélienne. Elles sont aussi le lieu où se transmettent, par l'intermédiaire de la corporation des maçons, et se manifestent les caractéristiques de l'architecture domestique.

Pour ces raisons, ces deux expériences de restauration ont valeur d'exemple. Les connaissances acquises sur la technique, l'histoire et la démarche sont utiles à la sauvegarde des monuments eux-mêmes, mais aussi au patrimoine bâti à l'échelle régionale.

A Tombouctou comme à Djenné, la valeur d'exemple du chantier était un projet en soi. Les solutions traditionnelles retrouvées, notamment sur les enduits de finition, ont fait l'objet d'une diffusion et concertation garantissant leur reproductibilité.

Le parti de restauration nécessite la connaissance historique, elle-même alimentée réciproquement par la pratique du chantier.

A Tombouctou, malgré l'importante activité intellectuelle de la ville à son apogée (16e siècle), les connaissances sur son histoire urbaine et architecturale

restent lacunaires. La date de la fondation de la mosquée (1324), son instigateur (Kankou Moussa) et son architecte (Es-Saheli) sont connus. Nous savons par le Tarikh al-Soudan (Amir Es-Sa'di, 17e siècle) et le Tarikh al-Fattach (Oua-Akâbir, 16e et 17e siècle) que les campagnes de travaux ont eu lieu au milieu du 16ème siècle. Puis, jusqu'au 19ème siècle et la description des explorateurs (Caillé, 1828), les informations sont rares.

Un soin particulier a été pris dans la dépose des enduits. A l'intérieur, cette précaution a permis de comprendre la composition des enduits antérieurs, mais aussi de mettre à jour des bas reliefs en terre qui seront par la suite documentés et restaurés.

La compréhension de l'histoire de la mosquée de Tombouctou s'est surtout enrichie des recherches sur la stratigraphie de l'édifice et la découverte de vestiges parfaitement conservés sous l'actuelle mosquée. Six élévations de piliers ont pu être déblayées jusqu'à quatre mètres de profondeur, relevées et datées au carbone 14.

L'histoire de la mosquée de Djenné est mieux connue



Figure 7. Djenné. Mis au jour des profils originaux de Salafels couronnant la mosquée.



Figure 8. Tombouctou. Vue d'un pilier décoré de l'ancienne mosquée, 4m sous le niveau de l'actuelle mosquée.

puisqu'elle date du début du 20e siècle. Plusieurs document iconographiques et témoignages concordants ont permis de restituer des dispositions avérées et disparues. Le profil des élévations a ainsi été restitué par la suppression du surplus de crépissage des trente dernières années. L'histoire et les dispositions de l'ancienne mosquée sont peu connues et ont pu être alimentées par le chantier.

La recherches d'information est une posture continue de la préparation du chantier jusqu'à son achèvement. Cette posture concerne autant l'histoire lointaine que l'histoire récente et surtout l'histoire des techniques, des mises en œuvre et des matériaux.

Les mutations de l'art de bâtir, présentées plus haut, concernent particulièrement les enduits de finition. Leur évolution se fait au détriment de la qualité et menace directement les structures.

A Tombouctou comme à Djenné, la démarche tentant d'identifier leur évolution et d'améliorer les enduits de finition a été permanente. Elle a permis d'identifier et de réintroduire des adjuvants et des techniques de mises en œuvre que la contrainte économique avait écarté.

Les enduits à la terre de Bourem symbolisent l'abandon puis l'oubli de techniques anciennement très répandues. La ville de Bourem, située à l'Est de Tombouctou, faisait commerce d'une terre ocre utilisée autant dans les enduits des mosquées que dans l'habitat, dont quelques rares exemples subsistent. L'identification de cette terre, la discussion avec les anciens maçons et commerçants ont permis de mener une série de tests et d'aboutir à un résultat identique aux vestiges observés. L'ensemble des enduits intérieurs de la mosquée ont pu être réalisés suivant cette technique.

Au contraire, certaines dispositions de grande qualité n'ont pas pu être restituées. A Djenné, la dépose des enduits, à l'intérieur comme à l'extérieur, était nécessaire pour garantir la stabilité de l'ensemble (surpoids dû à l'excès d'épaisseur des enduits annuels). Elle a permis de mettre à jour des massifs correspondants aux massifs de la mosquée antérieure abandonnée dans la première moitié du 19e siècle. Ces massifs dont la datation est incertaine (antérieur au 19e, postérieur au 13e siècle) présentent des maçonneries dont la densité est de loin supérieure à toutes les maçonneries actuellement observable. Ici encore, les travaux ont alimenté la connaissance historique et ont mis en évidence la superposition de la mosquée de 1906 sur les ruines de la précédente.

A Djenné, l'identification et le retour à des techniques disparues a été particulièrement marquante

et appréciée par la communauté des maçons. Les maçonneries se caractérisent par une technique endogène utilisant des briques cylindriques (Djenné ferey, diamètre = 6 cm, hauteur = 10 cm). La reconstruction du minaret Nord, entre autres, a été réalisée avec ces briques, dont la production avait cessée depuis cinquante ans. L'expérience ne prône pas nécessairement le retour à cette technique, mais elle a permis de former une jeune génération de maçons et de débattre sur l'utilité de la démarche.

D'aucuns pensent, à Tombouctou comme à Djenné, que les travaux auraient pu être achevés plus vite si l'on avait fait table rase et reconstruit une mosquée moderne. Les efforts de reprise, de consolidation et de restitution ont surpris nombre de visiteurs ou de travailleurs tout au long des trois années de travaux. L'idée de monument historique et de l'intérêt de sa conservation est récente dans les sociétés occidentales ; et l'exportation telle quelle dans des sociétés traditionnelles africaines n'est ni évidente, ni systématiquement pertinente. Dans la pratique de l'Islam au Mali, la matérialité du lieu de culte importe moins que la prière. Quelques mosquées en brousse et en ville sont de simples tracés au sol. L'orientation et l'heure de la prière importe plus que le lieu (en particulier pour Fajr et Maghrib). En tant qu'intervenant extérieur à la communauté, il faut accepter la variété des points de vue et ne pas considérer détenir la vérité. La concertation est la règle.

Les travaux des deux mosquées ont concerné l'ensemble des structures et des enveloppes. Les faiblesses structurelles ont été reprises, les défauts de toiture corrigés (redéfinition de toutes les pentes), les bois contaminés par des termites remplacés (90% à Tombouctou), un plan de lutte efficace contre les termites mis en œuvre (Maistrello, 2011), les enduits excédentaires purgés, les enduits de sous couche et de finition renouvelés, les décors restaurés, les menuiseries remplacées, les réseaux électriques intégrés, les écoulements d'eau améliorés, les zones ensablées dégagées, les abords immédiats assainis.

Les travaux de restauration se sont attachés à traiter chaque mosquée dans leur ensemble durant des campagnes de travaux continues de trois années. Cette continuité a permis d'appréhender le projet dans sa globalité et d'apporter une cohérence au parti de restauration.

La continuité est également indispensable à l'établissement d'une relation de confiance, c'est le moyen de fidéliser la main d'œuvre et de garantir la formation continue, ainsi que la mémoire du chantier.

L'architecture en terre nécessite un entretien annuel

maîtrisé qui ne peut se réduire à un événement touristique, comme nous l'observons actuellement à Djenné. Tout au long des chantiers, la question de l'entretien du monument s'est posée et a fait l'objet de tests avant chaque saison des pluies.

La démarche a consisté à définir les dosages et les mises en œuvre dont les maçons reconnaissent l'efficacité et qu'ils avaient les moyens de reproduire après l'achèvement du chantier.

Grâce à la prise en compte systématique de la problématique de reproductibilité des choix techniques, les projets intervenant sur le bâti s'inscrivent dans une démarche de développement et se distinguent d'une logique d'assistance ponctuelle.

L'impact des projets de restauration sur les économies locales est difficilement mesurable, tant les données économiques manquent, à l'instar du taux de chômage. La conséquence économique immédiate a été la création d'emplois réguliers. Les deux projets ont directement généré, dans chaque site, en moyenne cent emplois salariés et cinquante emplois réguliers d'artisans et sous traitants pendant trois années.

Dans les économies des deux villes, les richesses produites et exportées sont rares. L'entrée de richesse dans les villes est soutenue par l'état (paye des fonctionnaires et militaires), les projets de développement (crédit injectés + paye des salariés) et par le tourisme. Les villes de Djenné et Tombouctou profitent peu de transferts de richesses venues de la diaspora, la situation y est différente de celle de la région de Kayes où l'on estime que l'aide de la diaspora dépasse l'aide au développement officiel.

Dans ce contexte la création de cent cinquante emplois représente un impact certain sur l'économie locale et la bonne répartition de cette richesse doit faire l'objet d'un soin particulier pour éviter qu'elle ne profite qu'à une fraction. Dans une petite ville comme Djenné, l'arrivée du projet a créé des tensions relatives à la répartition des emplois. Pour assurer une juste répartition, une rotation des maçons a été organisée. Malgré la difficulté de gestion et de continuité dans le travail, nous avons considéré que cette méthode participerait à la diffusion des améliorations techniques.

Dès le lancement du projet, la hauteur des rémunérations positionne le projet dans l'économie locale et oriente toute la politique salariale par la suite. Les projets de développement pratiquent généralement une politique salariale au dessus du marché. Cette pratique, en cherchant à attirer des compétences et éventuellement à aider au retour de la diaspora, crée un marché parallèle où les rémunérations sont sans rapport avec celles de l'économie réelle. Cette habitude crée une attente.

Le choix d'AKTC (Aga Khan Trust for Culture) fut de

se positionner dans l'économie réelle et de ne pas troubler le marché du travail local en proposant des rémunérations raisonnables (de l'ordre de 15% au dessus de la moyenne). Cette position change positivement l'image du projet auprès de la communauté, en le distinguant des projets dispendieux réservés à une élite.

Les deux projets furent l'occasion d'établir des actions sociales pour les salariés réguliers dont : le suivi médical, l'alphabétisation, le micro-crédit ponctuel. Ces actions impliquent profondément le projet dans la vie sociale et doivent être finement estimées puis évaluées, afin de ne pas troubler les équilibres locaux.



Figure 9. Vue aérienne du Delta intérieur du Niger.



Figure 10. Saraféré

### Perspectives et opportunités

Les deux exemples présentés illustrent la faisabilité et l'efficacité de projets de développement à vocation patrimoniale. Les enjeux identifiés plus haut laissent entrevoir les nécessités en matière de prévention, de sauvegarde et de mise en valeur.

Ces derniers paragraphes présentent des opportunités de projets à fort potentiel patrimonial, à différentes échelles.

Le territoire du Delta intérieur du Niger représente un enjeu majeur de développement (FED, 2008). Situé entre les villes de Tombouctou et Djenné, le territoire mue continuellement au gré des variations du niveau des eaux. Cette caractéristique en fait un territoire peu accessible et préservé. La sécheresse des années 1970 a mis en péril des écosystèmes qui se relèvent, avec l'aide de coopérations et d'ONG, d'une situation critique (altwym, 2010). Les interactions entre l'homme et son territoire sont en cours de redéfinition et doivent intégrer la bonne gestion du cadre urbain et bâti. La mise en valeur du patrimoine est à cette échelle un projet d'analyse, de perspective et de gouvernance.

Dans la région du Delta, de nombreux villages présentent un intérêt architectural et urbain, à l'instar de Saraféré. La ville est inaccessible par voie terrestre pendant la saison des hautes eaux. Sa position en fait un lieu de passage et de commerce. La mosquée y a été enduite de ciment et la pratique est susceptible de se reprendre à l'habitat, pourtant héritier d'une tradition endogène de décoration. Le développement dans les prochaines décennies déterminera l'ampleur de la mutation du cadre bâti et de l'éventuelle disparition ou appauvrissement de l'architecture traditionnelle. Sans une politique volontariste et des exemples sur le terrain en matière de sauvegarde et de mise en valeur, il n'est pas exclu que la ville se renouvelle entièrement. Par des projets ponctuels et emblématiques, la conscience de valeur du patrimoine bâti pourra être appuyée et renforcée.

La Cité du Niger à Ségou est une opportunité de mise en valeur du patrimoine colonial. Cette cité administrative est restée le siège de l'Office du Niger créée en 1932. L'architecture témoigne des habitudes coloniales par l'utilisation de matériaux importés (tuiles, profils métalliques) pour les cantonnements et par une réinterprétation savante de l'architecture traditionnelle pour les bâtiments officiels ou les logements de fonction. Les bâtiments s'insèrent dans une trame paysagère préservée et peu densifiée. L'état de l'ensemble des bâtiments révèle un manque

d'entretien. Nombre de bâtiments ont été déstructurés ou abandonnés. Il y a ici l'opportunité d'un projet de restauration du patrimoine, comme support d'une économie locale.

En dehors du patrimoine majeur et du patrimoine traditionnel. De nombreux bâtiments du 20<sup>e</sup> siècle de l'époque coloniale ou post coloniale sont à l'abandon. Dans plusieurs cas, le constat d'abandon est regrettable pour la valeur patrimoniale, mais aussi parce qu'il prive la population d'une opportunité de réutilisation. A Niafouké, l'abandon d'une halle voûtée de briques cuites est une perte pour la communauté. La non maîtrise d'une technique importée par les colons, entraîne l'abandon des lieux par la population et par l'administration qui n'en identifie pas le potentiel. La situation est identique pour nombre de bâtiments administratifs de l'état colonial, qui présentent des opportunités, notamment en matière d'aménagements touristiques et d'équipements scolaires (Diré et Goundam).

Les territoires du Nord du Mali rassemblent enjeux et faisabilité d'actions conciliant mise en valeur du patrimoine, lutte contre la pauvreté et développement. Les mutations des prochaines décennies renouvelleront ou conserveront le patrimoine bâti selon les actions que nous serons capables de mener dès demain. Les opportunités d'action devront intégrer l'émergence des nouvelles coopérations Sud Sud et l'arrivée d'un tourisme plus responsable et participatif.

## References

---

- Altwym, Les forets inondées, trésors du delta intérieur du niger au Mali, 2010  
[http://www.altwym.nl/uploads/file/173les\\_forets\\_inondees\\_tresors\\_du\\_delta\\_interieur.pdf](http://www.altwym.nl/uploads/file/173les_forets_inondees_tresors_du_delta_interieur.pdf)
- Caillé René, voyage à Tombouctou, la découverte, 1996 isbn 2707125865
- CIA, the-world-factbook, 2011  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ml.html>
- Fond Européen de Développement.  
 Documents de stratégie pays 2008-2013 – 10ème Fed  
[http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/overview/csp/csp\\_10th\\_edf\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/europeaid/where/acp/overview/csp/csp_10th_edf_fr.htm)
- Jeune Afrique : Décès de Ag Bahanga :  
<http://www.jeuneafrique.com/article/artjaweb20110827105823/>
- La Voute Nubienne, rapport d'activité 2010.  
<http://www.lavoutenubienne.org/>
- Le Monde, édition du 2 janvier 2011.  
 Le Mali, carrefour en devenir du trafic de cocaïne
- Le Monde, édition du 14 mai 2011.  
 L'économie du mali souffre des mesures de sécurité contraignantes prises par la France
- Le Monde, édition du 26 octobre 2011.  
 Le président malien à Alger pour relancer la coopération bilatérale
- Maistrello Lara, article publié dans le journal of entomological and acarological research, 2011 et présenté à " meeting on cultural heritage pests ", Piacenza (italie).
- Maliweb, 2008  
<http://www.maliweb.net/category.php?nid=38485>
- Ministère des affaires étrangères  
[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs\\_909/pays\\_12191/mali\\_12287/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs_909/pays_12191/mali_12287/index.html)  
[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo\\_833/mali\\_350/presentation-du-mali\\_996/index.html](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/mali_350/presentation-du-mali_996/index.html)
- Ministère de la Culture au Mali  
[http://www.maliculture.net/index.php?option=com\\_content&task=view&id=88&itemid=120](http://www.maliculture.net/index.php?option=com_content&task=view&id=88&itemid=120)
- OCDE, database, 2011  
<http://www.oecd.org/dataoecd/23/22/1882081.gif>  
<http://www.oecd.org/dataoecd/27/40/36798078.pdf>
- Schüttyser Sebastian, Banco: mosquées en terre du delta intérieur du fleuve niger, ed 5 continents, 2003.
- Tarikh es-soudan, par abderrahman ben abdallah ben' imran ben 'amir es-sa'di.  
 texte arabe édité et traduit par O. Houdas et Edm. Benoist.isbn : 978-2-7200-0495-7
- Tarikh el-fettach fi akhbâr el-bouldân oua-l-djouyouch oua-akâbir en-nâs, ou chronique du chercheur pour servir à l'histoire des villes, des armées et des principaux personnages du tekrou. Texte arabe et traduction française par O. Houdas et M. Delafosse.  
 isbn : 978-2-7200-0494-0  
<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5439466q.r=.langen>
- UNESCO, Patrimoine culturel et développement local, Guide à l'attention des collectivités locales africaines. CRATER-ENSA / Convention France Unesco, 2006  
<http://whc.unesco.org/fr/activites/25/>
- United Nations - millenniumgoals  
[http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report\\_2011.pdf](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report_2011.pdf)